Études internationales

Modern Warfare. Armed Groups, Private Militaries, Humanitarian Organizations, and the Law, Benjamin PERRIN (dir.), 2012, Vancouver, ubc Press, 395 p.

Julia Grignon

Volume 44, numéro 3, septembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021137ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021137ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Grignon, J. (2013). Compte rendu de [*Modern Warfare. Armed Groups, Private Militaries, Humanitarian Organizations, and the Law*, Benjamin PERRIN (dir.), 2012, Vancouver, ubc Press, 395 p.] *Études internationales*, 44(3), 484–486.
<https://doi.org/10.7202/1021137ar>

Il insiste sur un contraste frappant : face à l'intrusion du fait religieux dans le champ politique, la discipline des Relations internationales est longtemps demeurée timide, ses chercheurs se demandant si la dimension religieuse constituait un « objet d'étude légitime ». Au début des années 1990, l'on en vint cependant à contester l'idée que tous les acteurs mondiaux emprunteraient la seule voie de la laïcité (ou plus exactement du *secularism*) et du rationalisme, synonymes de « biens universels ». Mais il est vrai que l'inclusion de la dimension religieuse au sein de la discipline se fit de manière voilée, tandis que la « communauté internationale » se préoccupait de plus en plus des questions de développement, de bonne gouvernance puis de sécurité. Ce sont de tels enjeux qui conduisirent Rees à s'interroger, comme le sous-titre de son ouvrage en témoigne, sur la problématique de la Banque mondiale et des institutions religieuses – traduction au passage bien peu satisfaisante de l'expression de *faith institutions* – qui a émergé durant la période 1998-2005.

Il nous est difficile de donner ici un aperçu de la richesse de l'ouvrage que présente Rees. Nous nous contenterons de nous pencher brièvement sur sa structure. L'auteur rappelle l'existence de trois discours qui, en Relations internationales, traitent du fait religieux : le premier discours se fonde sur le *secularism*, le deuxième accorde au sacré une place centrale et le troisième tente d'intégrer ces deux dimensions en apparence antagonistes. Rees insiste sur la place qu'il faut accorder, en Relations internationales, à l'analyse de la dynamique religieuse. Il s'attache à la définition d'une méthodologie permettant de véritablement prendre en compte l'ensemble des acteurs mondiaux et

des intérêts qu'ils défendent. Il s'attelle également à « l'examen de l'impact du sacré et du laïc » sur la problématique du développement à l'échelle internationale (p. 44). Il applique alors le modèle qu'il a défini à la collaboration que la Banque mondiale et les acteurs et institutions religieuses s'attachent à mettre en œuvre. Nul doute que son ouvrage contribuera à une meilleure compréhension ainsi qu'à une perception plus positive de la dimension religieuse, alors que la question du développement, souvent traitée par des organisations basées en Occident, peine à se défaire des couleurs – négatives – du *fardeau de l'homme blanc*.

Nathalène REYNOLDS
Sustainable Development Policy Institute
(SDPI)
Islamabad, Pakistan

DROIT INTERNATIONAL

Modern Warfare. Armed Groups, Private Militaries, Humanitarian Organizations, and the Law

Benjamin PERRIN (dir.), 2012,
Vancouver, UBC Press, 395 p.

Après que Louise Arbour eut estimé, concernant le présent ouvrage, qu'il s'agissait d'« une contribution précieuse et vitale pour faire avancer la protection des personnes civiles en temps de guerre » (selon les propos reproduits en quatrième de couverture de l'ouvrage, notre traduction), la voie était tracée pour une recension critique élogieuse.

Cette nouvelle publication intéressant le champ du droit international humanitaire, également connu sous l'expression « droit de la guerre »,

aborde, comme son titre l'indique, les questions centrales contemporaines de cette branche du droit international. Le sous-titre de l'ouvrage est d'ailleurs éloquent à ce sujet : *groupes armés* (leur place, leur participation et les règles qui leur sont applicables), *compagnies militaires privées* (avec notamment tout l'enjeu de leur participation directe aux hostilités ou non) *et organisations humanitaires* (au travers des règles applicables en matière d'assistance humanitaire, des principes de l'action humanitaire, ou des préoccupations grandissantes face aux attaques dont elles font parfois l'objet) forment les trois domaines qui remettent en question aujourd'hui de manière fondamentale les normes de droit international humanitaire telles qu'elles sont exposées dans un très grand nombre de textes internationaux. En cela, l'angle choisi par les initiateurs (si Benjamin Perrin en est le directeur éditorial, cet ouvrage est l'aboutissement d'un processus plus large ; voir en ce sens l'historique du projet retracé en préface, p. xi-xiii) de cet ouvrage collectif est résolument au cœur des débats qui animent aujourd'hui les spécialistes du droit international humanitaire, ce qui en fait une pièce importante au sein de la littérature de plus en plus foisonnante dans ce domaine.

Les contributions sont regroupées en quatre grandes parties. La première est relative aux groupes armés non étatiques et aux défis que pose la recherche du respect des normes de droit international humanitaire par ces acteurs cruciaux des conflits armés contemporains, puisque les conflits armés non internationaux dans lesquels ils sont impliqués sont ceux qui sont aujourd'hui, et de loin, les plus nombreux. Les cinq contributions de cette

partie présentent chacune un intérêt particulier, puisqu'elles embrassent toutes les questions fondamentales auxquelles le droit international humanitaire est confronté. Notamment, comment faire pour que les groupes armés non étatiques respectent le droit international humanitaire (et pas simplement veiller à ce que ceux qui commettent des violations soient effectivement poursuivis) ? À cette question, René Provost et Sophie Rondeau apportent des éléments de réponse par le biais de la question délicate de la réciprocité, tout comme les membres de l'organisation non gouvernementale Geneva Call, spécialiste en la matière, et dont il faut rappeler l'accomplissement majeur récent, à savoir la constitution d'une base de données. Cette base, *Their Words*, lancée en novembre 2012, contient les engagements pris à Genève par des acteurs non étatiques en matière de respect des droits de la personne dans les conflits armés. Pour sa part, Sandesh Sivakumaran se livre à une analyse cherchant à répondre à une autre question cruciale : comment associer les groupes armés non étatiques, désormais incontournables, à l'élaboration de nouvelles normes de droit international humanitaire ? La deuxième partie aborde les thématiques, désormais bien connues, relatives aux sociétés militaires et de sécurité privées sous un angle précis, celui de l'association de ces compagnies à des organisations humanitaires. À cet égard, les rappels formulés par Jamie Williamson, conseiller juridique au sein de la plus importante organisation humanitaire au monde, le Comité international de la Croix-Rouge, sont fort intéressants. Alors que les principes de l'action humanitaire sont parfois négligés par certains acteurs, l'occasion

est ici donnée de rappeler le sens et la nécessité d'une action humanitaire neutre et indépendante. La troisième partie, qui s'intéresse à l'« espace humanitaire » et aux débats qui y sont liés, fait d'ailleurs écho à cet état de fait, notamment grâce à la contribution de Sylvain Beauchamp et à celle de Michael Khambatta. La quatrième partie, enfin, examine les controverses auxquelles le droit international humanitaire est actuellement confronté dans les cas – qualifiés d'« endémiques » – de violence urbaine. La violence que l'on voit se développer aujourd'hui dans de grandes périphéries urbaines, au Mexique ou au Brésil par exemple, et plus généralement dans le contexte latino-américain, vient toucher à certains éléments fondamentaux du droit international humanitaire. En premier lieu, ce dernier s'applique-t-il dans ces contextes ? Autrement dit, peut-on considérer ces situations comme des situations de conflit armé, au sens auquel l'entend cette branche du droit international ? Et, si oui, les règles qu'elle énonce, initialement conçues, ou perçues, pour des terrains d'hostilités que l'on pourrait qualifier de plus « classiques », parviennent-elles à répondre à l'ensemble des problèmes que posent ce type d'affrontements, que l'on pourrait éventuellement qualifier de « nouveaux » ? Les quatre contributions regroupées sous ce thème dressent un état des lieux instructif.

Finalement, si un reproche devait être formulé, on pourrait simplement regretter qu'il s'agisse une fois encore d'un ouvrage en langue anglaise exclusivement. S'agissant d'une publication chapeautée par un chercheur canadien, n'aurait-ce pas été là une belle occasion d'offrir au public francophone la possibilité de lire des contributions

substantielles de droit international humanitaire dans une langue qui, par ailleurs, est parlée par les acteurs de certains des conflits armés les plus sanglants qui se déroulent actuellement ? Certains auteurs sont de langue maternelle française ou peuvent contribuer au débat en langue française.

Julia GRIGNON

Faculté de droit de l'Université Laval
Québec

À qui l'Arctique ? Droit international des frontières maritimes

Georges LABRECQUE, 2012, *Québec*,
Éditions Yvon Blais, 651 p.

La région arctique est devenue un centre d'attention stratégique de la part des plus importants acteurs internationaux, et de plus en plus d'observateurs essaient de cerner comment les relations entre ces acteurs se développent. L'ouvrage de Georges Labrecque s'intéresse à l'une des questions particulièrement importantes touchant cette région : les frontières maritimes établies ou à établir dans des cas de chevauchement de zones où plusieurs États pourraient faire valoir différentes formes de juridiction nationale, des eaux territoriales aux extensions de plateau continental. Même s'il ressort du livre que le scénario selon lequel leur délimitation pourrait attribuer le pôle Nord à l'un ou à l'autre riverain est pour l'instant littéralement « infondé », étant donné les définitions dans le droit international des zones de souveraineté, le tracé de ces frontières demeure un enjeu essentiel. La question de la délimitation est d'autant plus importante pour le Canada qu'il est le seul des États arctiques à ne pas